

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement s'efforce de mettre en vigueur aussi rapidement que possible le régime d'assistance publique et, en outre, il songe aux mesures qu'on pourrait prendre à bon droit pour améliorer la situation des bénéficiaires de la pension de vieillesse au Canada.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le ministre de la Défense nationale se faisait-il le porte-parole du gouvernement lorsqu'il a dit, comme le signale le *Telegram* de Toronto d'hier:

On a demandé au ministre de la Défense, M. Paul Hellyer, si la pension serait augmentée.

«C'est inévitable», a-t-il répondu. Mais il a refusé de dire à quelle date, selon lui.

(*Exclamations*) Le premier ministre partage-t-il cet avis?

Le très hon. M. Pearson: Le ministre de la Défense nationale avait tout à fait raison. L'augmentation est inévitable parce que nous avons assujéti la pension au coût de la vie; elle monte donc au fur et à mesure que s'élève le coût de la vie. (*Applaudissements*)

L'hon. M. Starr: Une augmentation d'un dollar et demi en 1968.

[*Français*]

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement relativement à la question qu'a posée le très honorable chef de l'opposition et à laquelle vous avez laissé répondre le très honorable premier ministre. Je voudrais savoir quelle différence il y a entre la question que j'ai posée hier en cette enceinte au sujet des allocations familiales et la question du chef de l'opposition. A mon avis, c'était une question identique, et vous l'avez déclarée irrecevable.

M. l'Orateur: L'honorable député sait que ces décisions sont prises sur le moment, et s'il conteste la décision de la présidence, il peut reporter le sujet de sa question pour débat ultérieur à la période d'ajournement.

M. Allard: Je désire reporter la question pour débat à la prochaine séance à 10 heures.

[*Traduction*]

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, on a invoqué le Règlement si souvent que j'en ai presque oublié la question à laquelle la mienne se rattache, soit la question des pensions de vieillesse. Je voulais demander au premier ministre si le gouvernement étudie en ce moment la recommandation du comité de gérontologie du Sénat voulant que toutes les personnes âgées de plus de 65 ait un revenu minimal assuré.

Le très hon. M. Pearson: Oui, monsieur l'Orateur. J'ai répondu à cette question l'autre jour, disant que le gouvernement étudiait déjà sérieusement cette importante recommandation du comité du Sénat et qu'on avait institué un comité à cette fin.

[*Plus tard*]

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): J'aimerais poser au premier ministre une question qui découle d'une question précédente. Subordonnement à sa réponse au sujet de l'augmentation des prestations de la sécurité de la vieillesse et à la question qu'a posée le député de Bow-River en rapport avec l'accroissement rapide du coût de la vie, voudrait-il nous dire quelle sera la date approximative de cette échéance inévitable dont le ministre de la Défense nationale a parlé?

Le très hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur.

[*Plus tard*]

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Comme il a déclaré ce matin qu'il tarde au gouvernement de mettre en œuvre le régime d'assistance publique du Canada, nous dirait-il quand le texte législatif pertinent figurera au *Feuilleton* pour que nous puissions en prendre connaissance?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, au train où vont les choses, je suis certain qu'il figurera au *Feuilleton* avant que nous puissions l'aborder, de sorte que les députés auront l'occasion d'en prendre connaissance avant que la Chambre en soit saisie.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): J'aimerais poser au premier ministre une question qui me paraît de grande importance nationale. Le premier ministre serait-il disposé à confier bientôt à la Chambre, en résumé, quelles mesures le gouvernement compte prendre sans délai en vue d'enrayer la hausse constante du coût de la vie, surtout étant donné qu'il a abordé le sujet dans sa réponse au chef de l'opposition?

M. l'Orateur: Encore une autre de ces questions générales qui demandent en fait une déclaration de principe. Elle exigerait une réponse détaillée, mais si le ministre faisait une longue déclaration, des députés ne manqueraient pas de s'y opposer.